

Colloque de l'Association Française de Science Politique

Avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris

« Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »

Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002

*Le socialisme français soluble dans l'institution municipale.
Emprise institutionnelle et forme partisane
Une étude de cas : Roubaix (1892-1983).*

Rémi LEFEBVRE

Préambule : la municipalisation du socialisme français

Revisiter l'histoire du socialisme au prisme du municipal

Si l'on considère le corpus des travaux consacrés à l'histoire du parti socialiste français, sa spécificité, voire « son exceptionnalité » sont traditionnellement fortement soulignées, au regard du développement des partis « sociaux-démocrates » européens notamment. Trois caractéristiques principales sont ainsi communément dégagées¹ : faiblesse de l'enracinement social, fragilité de l'organisation, rapport « tourmenté » au pouvoir. Nombreuses sont les analyses qui insistent sur l'absence de liens « organiques » du socialisme avec le monde ouvrier et les syndicats et plus généralement sur les faiblesses de son ancrage sociétal. Jamais la structure « social-démocrate » n'est parvenue à s'imposer en France². Elle apparaît introuvable à ceux qui tentent de la repérer (ou alors très limitée géographiquement³). Appareil peu étoffé, bureaucratie partisane quasi-inexistante⁴, forte décentralisation, faible pouvoir du centre sur la périphérie et surtout inexistence d'un militantisme puissant et intégré, dit de « masses » spécifient le parti comme organisation. Enfin, le socialisme français aurait cultivé une relative extériorité par rapport aux règles du jeu politique et n'aurait que

¹ L'exposé de ces diverses caractéristiques est systématisé dans Bergounioux (A.), Grunberg (G.), *Le long remords du pouvoir, le parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

² Bergounioux (A.), Manin (B.), *Le régime social-démocrate*, PUF, 1989 et Moschonas (G.), *La social-démocratie*, Paris, Montchrestien, 1994.

³ Olivier (L.), *Un exemple de social-démocratie dans le socialisme français : la fédération du Nord de la S.F.I.O. de 1944 à 1958*, thèse de doctorat de science politique, Lille II, 1992.

⁴ Dans l'entre-deux-guerres, le siège de la SFIO ne compte qu'une poignée de permanents.

tardivement accepté, de manière pleine et entière, son intégration dans le système politique⁵. Les contradictions auxquelles le parti socialiste est régulièrement confronté au cours de son histoire résideraient dans les arbitrages toujours douloureux qu'il doit opérer entre « une conception incarnative du social » (celle du « parti-classe »⁶ qui tend à l'émancipation de la population ouvrière) et une conception représentative de la politique qui vise à l'émancipation de tous grâce au plein exercice des droits de chacun. Ces divers traits typiques, fortement intriqués, font système, et dessinent un modèle d'analyse relativement cohérent rendant compte de la solidité et de la permanence dans le temps de « l'exception » socialiste française. La prédilection pour l'idéologie et la constance de l'intransigeance doctrinale fonctionnent ainsi dans cette modélisation comme un moyen de conjurer sa faible représentativité ouvrière et sa fragilité organisationnelle.

Pour pertinentes qu'elles soient, ces caractéristiques historiques du socialisme français, routinisées, méritent, à notre sens, à la fois d'être dépassées, contrastées et réinterrogées à l'aune de perspectives nouvelles, d'échelles d'analyse plus diversifiées et d'approches théoriques renouvelées. Ce modèle explicatif nous semble insatisfaisant en l'état pour plusieurs raisons. D'abord il ne permet pas de comprendre la manière dont le parti socialiste a assuré sa pérennité (voire sa survie) et sa place, constante même si évolutive, dans le système politique, alors même qu'il a subi de nombreuses crises et perturbations (deux guerres, de nombreuses scissions, plusieurs régimes politiques...) et qu'il a été confronté à la concurrence très vive du parti communiste (dont la puissance en France n'a guère d'équivalent dans les autres pays européens). Une énigme historique demeure en somme non résolue : *comment un parti si faible et si dépourvu de ressources politiques et de soutiens sociaux a pu se maintenir, même avec des fortunes diverses, tout au long du siècle, à la faveur de contextes si troublés ?* En deuxième lieu, ces analyses, centrées sur les arènes partisans nationales, les débats idéologiques et le rapport au pouvoir d'Etat qui ordonne la mise en récit, méconnaissent les réalités locales et historiques très diverses sur lesquelles le phénomène socialiste s'est appuyé. Elles tendent en cela à expliquer de manière exclusive « le politique par le politique », à en surestimer l'autonomie⁷ et dans une large mesure elles font l'impasse sur l'histoire sociale du socialisme⁸. L'approche localisée permet d'affiner l'analyse en multipliant les terrains et les focales. Pour autant, elle ne saurait mettre en cause la validité globale des caractéristiques historiques prêtées au socialisme français qui restent difficilement contestables. Ces dernières doivent être *prises au sérieux*. Le comparatisme à l'échelle européenne permet de les établir et individualise de manière indiscutable le « cas » français. Une certaine méfiance à l'égard des règles du jeu politique constitue de manière peu douteuse un fond irréductible de « la culture socialiste ». Mais les « spécificités » du socialisme français sont souvent plus *postulées* que

⁵ Bergounioux (A.), Grunberg (B.), *Le long remords du pouvoir*, op. cit., Brunet (J.P.), *Histoire du socialisme en France*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1989, Moreau (J.), *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette, 1998 et Sadoun (M.), *De la démocratie française, essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard, 1993.

⁶ Sadoun (M.), *De la démocratie française, essai sur le socialisme*, op. cit., p. 62.

⁷ Alain Bergounioux et Gérard Grunberg cherchent par exemple à « mettre à jour une logique politique » qui a, selon eux, « commandé l'histoire du socialisme jusqu'à nos jours » (Bergounioux (A.), Grunberg (B.), *Le long remords du pouvoir*, op. cit., p. 17).

⁸ Sawicki (F.), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997. Voir aussi Sadoun (M.), « Sociologie des militants et sociologie du parti, le cas de la S.F.I.O. sous Guy Mollet », *RFSP*, juin 1988.

véritablement *analysées*, plus invoquées et mobilisées que minutieusement explicitées et élucidées. Seule l'approche socio-historique et génétique peut permettre de comprendre leur objectivation historique.

Dans cette perspective, on a tenté, à l'appui d'une thèse récemment soutenue⁹, de défendre l'hypothèse que le parti socialiste a été très fortement marqué au cours de son histoire par l'institution municipale et que la manière dont cette dernière l'a modelé et façonné permet de reconsidérer les caractéristiques qui lui sont traditionnellement assignées (même si elle ne constitue bien sûr qu'un facteur parmi d'autres). On soutient en d'autres termes l'idée que la *forme partisane* prise par le parti socialiste est *pour partie* le produit de son ancrage municipal puissant, précoce et durable et que *c'est dans la force sociale de l'institution municipale et la prégnance des contraintes, autant que des ressources, qui en sont au principe, qu'il faut rechercher l'origine des particularités de ce parti.*

En première analyse, que les municipalités constituent un élément essentiel de structuration du socialisme français et un enjeu politique de premier plan n'est guère discutable. S'il est un pouvoir auquel les socialistes se sont au cours de leur histoire, sinon pleinement identifiés, du moins qu'ils ont exercé de manière précoce et continue, c'est bien le pouvoir municipal. Les municipalités ont toujours constitué stratégiquement des positions essentielles pour le parti socialiste et sont au fondement de son insertion structurelle et spécifique dans le jeu politique. Les nécessités de la lutte électorale et les règles du jeu de la concurrence politique contraignent à la fin du XIXe les divers groupes qui se réclament du « socialisme », alors encore éclaté et faiblement institutionnalisé, à investir les mairies que la loi de 1884 a doté d'une forte légitimité. En conséquence, les socialistes cherchent très tôt à s'appuyer sur ces « bases d'opération »¹⁰. Tout au long du siècle, leur investissement sur le plan municipal sera durable et ininterrompu et cela dans la mesure où *l'exclusion quasiment totale des lieux décisionnels centraux* les prive d'autres ressources et les confine aux marges du jeu politique¹¹. Dépourvus à la fois de capital partisan collectif (l'organisation du parti étant faible¹²) et de ressources personnelles, les dirigeants socialistes sont condamnés à tirer le

⁹ *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d'échelles*, Thèse de science politique, sous la direction de Frédéric Sawicki, Université Lille 2, 2001.

¹⁰ Si la question de la « participation » aux affaires de « la bourgeoisie » constitue une pierre d'achoppement des controverses socialistes, la participation aux affaires locales se révèle plus décomplexée (même si elle n'est pas exempte d'ambiguïté, on le verra). Il est en effet indiscutable qu'au niveau local au moins ils se sont précocement et pleinement identifiés à l'institution communale et donc à un des symboles de la République. Dès l'entre-deux-guerres se développe dans le parti « une culture de gouvernement local ».

¹¹ Le parti socialiste, rappelons-le, ne participe qu'à quatre gouvernements sous la Troisième République. C'est le cas à dix neuf reprises sous la Quatrième République (mais toujours en coalition et souvent de manière très éphémère). Il faudra attendre 1981 sous la Cinquième République pour que les socialistes exercent à nouveau des responsabilités gouvernementales. C'est dire donc que, sur le plan national, ils ont peu été en situation de responsabilité. C'est au niveau municipal principalement qu'en l'absence d'expérience gouvernementale solide une élite s'est autonomisée, formée et professionnalisée et a pu se parer d'une légitimité gestionnaire (fut-elle locale). C'est au niveau municipal dans un premier temps que le parti s'est produit comme entreprise politique visant à l'occupation de positions institutionnelles.

¹² Sur la faiblesse de l'organisation et de ses moyens, sous la Quatrième République par exemple, on se reportera à Williams (P.), *La vie politique sous la Quatrième République*, Paris, Armand Colin,

meilleur parti des mairies au point de devenir d'ailleurs, pour jouer sur les mots, *le parti des mairies*. On le sait, ces dernières constituent, en France, des leviers politiques particulièrement puissants. L'investissement municipal socialiste est à la mesure des ressources diverses auxquelles l'institution municipale permet d'avoir accès (emplois, logements, aides sociales, rétributions matérielles ou symboliques du militantisme, prébendes diverses voire financement du parti par le biais de la passation des marchés publics...). Les municipalités constituent ainsi un enjeu essentiel pour la SFIO. Elles vont devenir avec le temps un point d'ancrage essentiel. Le développement de l'implantation municipale apparaît, pour ses dirigeants, comme un puissant facteur de rayonnement du parti. La croyance s'accrédite que le développement du parti passe par les municipalités. Partant, le pragmatisme électoral est de règle sur le plan municipal et rien qui soit de nature à entraver son essor sur ce plan, perçu comme décisif, n'est entrepris¹³. Les municipalités constituent par ailleurs un élément essentiel de fixation et de maintien de l'électorat SFIO. Sous la Quatrième République par exemple, les municipalités ont permis au parti socialiste de résister. Dans les années 70, les municipalités jouent un rôle décisif, surtout après la victoire historique de 1977, dans la progression socialiste, les liens que le parti noue avec les « classes moyennes » et son arrivée au pouvoir. C'est dire si les municipalités constituent un enjeu essentiel pour le parti socialiste. Quels effets cet ancrage municipal a-t-il eu sur le socialisme ? A cette question aucune réponse n'a véritablement été donnée par les études historiques existantes. Le socialisme municipal a été négligé à tel point qu'il constitue un point aveugle des travaux historiques. Même s'il a fait l'objet de quelques études, le déficit d'analyse est patent au regard de l'importance historique du phénomène¹⁴.

1971, p. 148-149 notamment. L'auteur constate que lors des législatives de 1951, le budget de campagne du parti communiste est dix fois supérieur à celui de la SFIO.

¹³ La progression du nombre des élus locaux suit une évolution ascendante régulière qui traduit l'efficacité de cette stratégie. La SFIO est très tôt l'un des premiers partis d'élus locaux français : 197 maires en 1908, 297 en 1912, 532 en 1925, 1375 en 1935 (et au moins 20 000 conseillers municipaux), 4115 en 1945 (près de 50 000 conseillers)¹³. La composition du gouvernement du Front Populaire qui accorde une large place aux maires traduit le poids des élus municipaux dans le parti. Sous la Quatrième République, la SFIO revendique, non sans fondement, le titre de « premier parti local ». « En 60 ans, elle est devenue le premier parti d'élus locaux français dépassant le parti radical » note Gilles Morin (Morin (G.), « Jalons pour l'établissement d'une prosopographie des élus socialistes (1905-1971) », in Girault (J.), dir., *L'implantation du socialisme en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000). Le chiffre reste à peu près stable par la suite (même pendant la période des basses eaux électorales des années 60). Ces chiffres sont considérables si on les rapporte au nombre de militants et au nombre d'employés municipaux membres du parti. Il est usuel dans les années 50 et 60 de parler de « mutuelle des agents communaux » pour désigner la SFIO (Williams (P.), *La vie politique sous la Quatrième République*, op. cit., p. 162).

¹⁴ *Tout se passe comme si la question municipale, progressivement refoulée par le parti socialiste, était devenue un impensé de l'analyse historique*. La faiblesse des travaux tient, nous semble-t-il, au fait que les socialistes ont eux-mêmes eu tendance historiquement à dénier et à occulter le poids de leur ancrage municipal (à cause en partie des charges communistes contre « le crétinisme municipal »). Le socialisme a dans une large mesure imposé ses problématiques aux chercheurs qui en ont pris en charge l'analyse. Ils ne se sont pas toujours mis à distance de la définition indigène des questions et des objets légitimes et ont conduit à les avaliser. « Le rapport proprement politique à la politique qui est au principe de la 'vocation' du politiste peut investir son travail jusqu'à l'organiser à son insu » (Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Grawitz (M.), Leca (J.), dir., *Traité de science politique*, tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 487). Sur l'anamnèse de cet impensé, on renvoie à notre travail doctoral.

Le socialisme pris au jeu de l'institution

Comment les socialistes ont-ils tenté de modifier les règles du jeu municipal et comment ces dernières les ont-elles façonnés ? Qu'est-ce que le socialisme a fait de l'institution municipale et quel socialisme a-t-elle produit en retour ? C'est à l'analyse de cette influence réciproque que l'on s'est attaché. Il ne s'est pas simplement agi d'étudier *l'implantation municipale du socialisme*¹⁵ ou sa *notabilisation*. En analysant la rencontre du socialisme avec l'institution municipale, on cherche de manière plus fondamentale à étudier les dynamiques historiques d'ajustement mutuel et le jeu, *au sens mécanique du terme*, variable selon les contextes, qui s'établit historiquement entre deux institutions ou deux complexes de règles (de normes, de rôles, de schèmes et de styles d'action...) que l'on étudie comme des processus constants de construction et de déconstruction d'action collective¹⁶. A travers l'analyse concrète des pratiques, on a cherché à la fois à comprendre et à analyser, d'une part, comment l'institution municipale a « domestiqué » le socialisme, l'a notamment acclimaté aux règles du jeu politique et, d'autre part, comment le socialisme en a modifié les usages.

L'exercice des fonctions municipales est fondé, à s'en tenir à la manière dont les socialistes l'ont formalisé, sur une stratégie qui constitue une forme de *pari* dont ils ont eux-mêmes bien mesuré l'enjeu, les écueils et les risques (même s'ils en ont occulté les résultats). En pénétrant l'arène municipale, il s'agit pour les socialistes de *prendre possession de l'institution sans se faire posséder par elle*, de la transformer sans qu'en retour elle ne les transforme, de l'intégrer sans se faire désintégrer. S'il constitue un levier de mobilisation et de transformation sociale, le « socialisme municipal » n'a pas de valeur intrinsèque. La teneur « socialiste » du municipalisme est en quelque sorte dénié¹⁷. *A des degrés très variables selon les lieux et les périodes*, l'objectif poursuivi est en somme de tirer le meilleur profit et le meilleur usage politique de l'institution, d'en épuiser les possibilités, d'en détourner les raisons d'être et d'*en subvertir les règles sans se faire dominer par elles*. La thèse montre que ce pari n'est que très

¹⁵ L'enjeu n'est pas uniquement ici l'analyse morphologique des espaces d'implantation et la rencontre et l'adaptation mutuelle de l'organisation partisane et de *son milieu d'implantation*.

¹⁶ Les partis politiques, même faiblement objectivés et structurés en apparence, sont justiciables d'analyses mobilisant les outils de la sociologie des institutions. Ils méritent d'être analysés comme des arrangements de règles, très diversement prescriptives et stabilisées, et non seulement comme des entreprises politiques spécialisées dans l'obtention de postes de pouvoirs et de ressources. Seul le parti communiste a fait l'objet d'une approche de ce type. Voir Verdès-Leroux (J.), *Au service du parti : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard-Minuit, 1983 qui utilise la conceptualisation d'institution totale forgée par E. Goffman et les travaux de B. Pudal (tout particulièrement, en collaboration, Pennetier (C.), Pudal (B.), « Ecrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », *Genèses*, 23, 1996). Sur la question, du « liant invisible » qui associe les acteurs partisans dans une coopération concurrentielle, voir Offerlé (M.), Leca (J.), « Un que sais-je en questions. Débat autour des *Partis politiques* de Michel Offerlé », *Politix*, 2, 1988.

¹⁷ La conception guesdiste de la pratique municipale fut longtemps le credo partisan officiel (même si l'inspiration possibiliste ne cessera d'irriguer la pratique municipaliste). « Il ne saurait y avoir de socialisme municipal », « le socialisme sur le plan municipal n'est pas un socialisme spécial », « le socialisme ne se découpe pas en tranches », « le socialisme communal est l'application des principes généraux du socialisme à un domaine spécial de l'activité politique »... : telles sont les formules rituellement utilisées dans les textes du parti pour récuser toute « déviation » municipaliste.

partiellement tenu. Si les socialistes modifient l'institution municipale et lui confèrent un sens politique nouveau, ils sont particulièrement *travaillés* par elle. Tout se passe comme s'ils étaient pris dans le jeu (et au jeu) qu'ils entendaient mettre en cause et subvertir. *Alors qu'il voulait s'en emparer, le socialisme est saisi par l'institution et ses règles et doit en accepter les contraintes*¹⁸. Le socialisme communal tend ce faisant à devenir sa propre fin et les assises municipales du socialisme, conçues au départ avant tout comme des bases d'opération, tendent à devenir ses principaux voire ses uniques soubassements. La « réalité » sociale du parti est *in fine* inséparable de ses manifestations municipales. Loin de les contrôler, le parti socialiste s'est adossé à ses élus locaux.

C'est un procès historique de municipalisation du socialisme au terme duquel le parti fait corps avec l'institution municipale que notre étude met ainsi à jour. La saisie de ce processus conduit à modifier la manière d'appréhender le socialisme comme phénomène partisan. L'analyse de la forme partisane ne peut en effet faire l'économie de son imbrication avec l'institution voire de son absorption par les municipalités. Dès lors que l'on fait droit aux réalités municipales dans l'histoire du socialisme français et que l'on en propose un autre mode de lecture, *le municipalisme apparaît comme une des modalités principales de l'intégration à la fois institutionnelle et sociale du socialisme dans le système politique français*. Parce qu'ils se polarisent sur la non-conformité du socialisme français au modèle social-démocrate, de nombreux auteurs s'interdisent de repérer et d'expliquer les formes spécifiques de l'enracinement social et de la structuration du socialisme en France. Les municipalités constituent une pièce essentielle du dispositif organisationnel socialiste qu'il convient d'intégrer dans l'analyse (même si cela suppose de décentrer le regard de la sociation partisane *stricto sensu* vers les institutions qu'elle a prises en charge). « *Le parti des mairies* » est ici ou là, dans les territoires où son ancrage municipal est puissant et durable, *un parti-mairie*. Si le socialisme a cherché à s'appuyer sur ses municipalités ou n'a pu en faire l'économie, cette stratégie n'a pas été, *en retour*, sans effets sur sa structure propre. Elle a conduit à négliger d'autres modes de développement et d'implantation (dans l'entreprise, en lien avec le monde syndical et ouvrier...). L'ancrage du socialisme dans la société française mérite de même d'être réexaminé à l'aune de son armature municipale. L'influence du socialisme ne tient pas qu'à sa capacité d'attraction idéologique. Les socialistes ici et là ont noué et établi des liens souvent durables sur des bases municipales avec des groupes sociaux divers. Si le socialisme ne s'est pas constitué en contre-société, sur le mode d'autres partis socialistes européens, il n'en a pas moins fait souvent corps avec les sociétés locales, ouvrières parfois, en se faisant producteur d'identités à base territoriale, en épousant les formes communautaires de la vie locale ou en prenant en charge des intérêts sociaux par les réalisations municipales. « Les liens générateurs » d'adhésion socialiste ont par là même une forte composante municipale¹⁹. Au-delà du monde ouvrier, c'est en partie grâce à ses municipalités, par les réseaux associatifs qu'elles contrôlent et mobilisent, que le socialisme a

¹⁸ On l'aura compris, l'institution n'est pas considérée uniquement ici comme un ensemble de ressources, un capital politique délégué et prêt à être approprié, mais comme un cadre normatif plus ou moins objectivé prédéterminant l'action et orientant son déroulement. Les municipalités ne sont très souvent considérées que comme des stocks de ressources prêts à être captés. Elles alimentent alors les métaphores du « fief », de « la baronnie », des « féodalités », des « bastilles »... Partant, leur épaisseur institutionnelle et les contraintes qu'elles exercent sont méconnues.

¹⁹ Voir Molinari (JP), *Les ouvriers communistes*, Paris, L'Harmattan, 1997.

assuré des liens avec des groupes sociaux divers (« les classes moyennes salariées » à partir des années 70 par exemple). La capacité mobilisatrice du socialisme tient pour partie à la force et à la densité des relations sociales (familiales, associatives...) tissées au niveau de ses municipalités. C'est parce qu'il a pu se reposer sur ses solides positions municipales de plus que l'extériorité par rapport au système politique a pu demeurer viable et possible.

On voudrait historiquement analyser ici ce processus de municipalisation et cette forme partisane spécifique (« le parti-mairie ») à partir du cas de la ville de Roubaix qui a constitué notre principal laboratoire de recherche²⁰. Le choix de cette ville s'est imposé pour diverses raisons qui tiennent moins à sa représentativité qu'à son exemplarité. A la synchronie et au comparatisme, on a préféré la profondeur diachronique et l'étude d'intensive d'une municipalité²¹. On analysera à partir de ce cas localisé la marque de l'institution sur la forme partisane à travers trois phénomènes congruents : la mayoralisation de l'élus socialiste, l'emprise des politiques publiques locales et la dissolution du parti dans l'institution.

²⁰ Dans notre travail doctoral, on s'attache par ailleurs à tester nos hypothèses et à saisir la prégnance des enjeux municipaux dans l'histoire du parti en adoptant un point de vue plus macroscopique centrée sur les sites d'interaction nationaux du parti.

²¹ Même si les phénomènes observés peuvent être extrapolés au-delà du site considéré, Roubaix n'est pas conçu dans notre travail comme un modèle réduit de socialisme mais comme une ville accusant un certain nombre de traits qui en font un objet historique significatif. Roubaix est d'abord acquise au socialisme de 1892 à 1983 presque sans discontinuité. « Ville sainte » du socialisme à la fin du XIX^e, Roubaix constitue une cité pilote et une vitrine pour le parti. Dans la perspective de recherche choisie, l'étude de cette ville est d'autant plus heuristique que le socialisme s'y est développé sous sa forme la plus révolutionnaire et organisée. Le guesdisme qui y a fait éléction a toujours prétendu transformer radicalement et subvertir les règles du jeu municipal et ne pas se réduire au municipalisme, la mairie n'étant conçue que comme une sous-organisation du parti et les élus comme des « déviants » potentiels devant faire l'objet d'un contrôle partisan rigoureux. A Roubaix, beaucoup plus qu'ailleurs, le socialisme s'est appuyé historiquement sur l'institution municipale et a tenté de la transformer. Au total, *dans cette ville, toutes les conditions étaient remplies pour que le parti socialiste résiste donc à la municipalisation* (ce qui en fait un bon site de recherche). Enfin, les maires socialistes qui se succèdent à la tête de la mairie, par-delà leur forte singularité, apparaissent emblématiques de figures modales d'élus et de cycles générationnels successifs que l'on a pu repérer ailleurs (maire cabaretier inexpérimenté de la fin du XIX^eme, figure nationale du socialisme ouvrier, notable Troisième Force de la IV^eme République, maire moderniste et « animateur » des années 70).

Roubaix, ville socialiste, 1892-1983 : quelques repères historiques

Roubaix connaît à partir du début du XIXe un essor économique exceptionnel par sa rapidité et son ampleur qui en fait un cas tétatologique d'expansion industrielle. En moins d'un siècle, la cité drapière du XVIIIe est devenue une ville manufacturière créée de toutes pièces *par et pour* l'industrie textile. L'industrialisation peuple la ville d'une population presque exclusivement ouvrière, où les classes intermédiaires n'occupent qu'une place restreinte. En 1900, la ville compte près de 35 000 ouvriers textiles. L'industrie textile locale est *une affaire de familles mais non l'affaire d'une seule famille ou d'une seule usine*. La généalogie des grandes familles locales tend à se confondre avec l'histoire même de la ville. Un paternalisme puissant a permis d'asseoir et de pérenniser cette domination sociale. La population ouvrière reste néanmoins misérable. L'irruption des guesdistes sur la scène locale bouleverse profondément cette donne socio-politique. Les guesdistes remportent les élections municipales de 1892 (Henri Carrette est élu maire, Jules Guesde devient député l'année suivante). La municipalité « la plus révolutionnaire de France », nouvellement élue, est composée en quasi-totalité d'ouvriers. Jamais une ville de l'importance de Roubaix (120 000 habitants) n'avait été précédemment confiée à des ouvriers²². Le patronat local tente par tous les moyens de reconquérir la ville. Eugène Motte y parvient en 1902 après une lutte politique acharnée. Le socialisme local se réorganise et en 1912 la SFIO, emmenée par Jean Lebas, conquiert la mairie. La domination socialiste sera dès lors interrompue jusque 1983. Les mandats de Jean Lebas (1912-1941) sont nourris de l'expérience Carrette. Si la première période étudiée se plaçait sous les signes du tâtonnement, du bricolage et de l'inexpérience, la deuxième, qui s'ouvre après la victoire de 1912, est marquée par une maturité plus grande. L'expérience socialiste apparaît plus durable et les relations entre la SFIO et l'institution municipale se révèlent à la fois plus stabilisées et codifiées. Roubaix incarne ainsi le modèle de la municipalité socialiste. Bastion de la SFIO, elle en est une des villes symboles. Ville ouvrière, Roubaix constitue une caution sociologique dans un parti faiblement implanté dans la population ouvrière. C'est à ce titre qu'elle demeure « la ville sainte » et que Jean Lebas devient en 1936 ministre du Travail du gouvernement de Front populaire. L'affrontement bipolaire (mouvement ouvrier, patronat) né à la fin dans les 1890 prend une forme nouvelle. Le patronat s'organise sur des bases collectives inédites et met en place un consortium puissant qui ne parvient pas à empêcher la multiplication des conflits sociaux. Le contrôle de la vie quotidienne ouvrière devient un enjeu central de la concurrence entre la municipalité et les industriels.

Les socialistes parviennent à « conserver la mairie » après 1945 dans un contexte bouleversé. Ce n'est qu'au prix d'un grand pragmatisme électoral que la ville reste entre leurs mains durant. En 1945, la donne politique est complètement modifiée (le PC a fortement progressé, le MRP se structure puissamment à Roubaix, le climat social est plus apaisé). Sur le plan municipal, la SFIO ne peut plus compter sur ses seules forces. Elle est contrainte d'abord de faire alliance avec le PC jusqu'en 1947 avant de sceller un accord plus durable avec les démocrates-chrétiens. Victor Provo doit sa longévité élective à la

²² Sur cette première expérience, on permet de renvoyer à Lefebvre (R.), "Le conseil des buveurs de bière de Roubaix (1892-1902). Subversion et apprentissage des règles du jeu politique", *Politix*, 53, 2001.

pérennité de cette coalition socialo-centriste qui lui permet de se maintenir jusqu'en 1977. Loin d'être le seul résultat de transactions partisans internes au jeu politique local, cette évolution politique traduit une modification profonde des rapports sociaux. Les antagonismes de l'entre-deux-guerres n'ont plus cours après 1945. Un système paritaire, établi autour de la question du logement, est mis en place. Il régule les rapports sociaux et contribue puissamment à les dépolitiser.

Après avoir été, depuis la fin du XIXe siècle, l'enjeu central et l'expression des luttes politiques et sociales, l'institution municipale devient le symbole du consensus local qu'elle contribue à mettre en forme et le miroir d'une communauté locale pacifiée.

L'élection de 1977 qui promet une nouvelle équipe d'union de la gauche ouvre un nouveau cycle. Pierre Prouvost succède à Victor Provo. La continuité socialiste prévaut. Mais le nouvel édile et la majorité socialo-communiste qu'il emmène incarnent une nouvelle orientation politique. Le contexte national et l'environnement local comptent autant dans la modification de la donne. Dans les années 70, les espaces politiques locaux deviennent l'objet d'une compétition partisane généralisée. Ce phénomène de nationalisation s'accompagne à Roubaix d'une remise en cause de la configuration des rapports sociaux qui avait stabilisé l'institution municipale dans les années 50 et 60. Le paritarisme s'affaiblit et la crise textile s'approfondit. L'industrie locale s'effondre par pans entiers, sapant les fondements économiques de la société locale. Cette conjonction de facteurs conduit à modifier les règles du jeu municipal. Mais ce changement tient surtout à l'émergence de nouveaux prétendants à l'exercice des responsabilités municipales dotés de nouvelles ressources et propriétés sociales qui contestent le personnel politique en place et sa légitimité à rester dans le jeu. Le renouvellement de 1977 est le résultat de la promotion d'une nouvelle génération politique partageant une forte vision « militante » du monde et un ethos « politique ». Pierre Prouvost, cadre dans une société HLM, est le premier maire socialiste à n'avoir aucune attache avec le monde ouvrier.

L'irrésistible mayoralisation du rôle d'élus

La notion de rôle, en ce qu'elle médiatise les prescriptions institutionnelles, constitue un des outils les plus heuristiques pour appréhender les contraintes diverses qu'exercent les institutions politiques sur les individus²³. C'est par les rôles et leurs titulaires que les institutions prennent vie, sont habitées et deviennent *sensibles* (c'est-à-dire à la fois vulnérables et incarnées). L'institution municipale se manifeste tout particulièrement par le rôle de maire qui lui prête sens et existence, lui donne figure et forme. Les socialistes à Roubaix ont tenté (avec plus ou moins de vigueur selon les périodes et les conjonctures) de subvertir le rôle de maire et d'imposer une conception politique de la fonction mayorale conforme à la conception partisane de la représentation qu'ils cherchent à promouvoir. Il s'agit ici d'analyser le jeu qui s'établit quotidiennement entre les représentations et les pratiques propres aux porte-parole socialistes et aux interactions partisans et celles qui ont cours dans l'institution municipale ou, dit autrement, la tension entre ce que prescrit l'institution municipale et ce que proscriit l'organisation partisane.

²³ Sur cette notion, voir *Politix*, 38, 1997.

La codification partisane de l'élusocialiste

Dans la conception ouvrière de la représentation politique défendue par le parti, pour mythifiée qu'elle soit, l'élus est soumis de manière impérative aux directives du parti, seul dépositaire de la véritable légitimité, celle de la classe sociale qu'il incarne. Selon ce modèle, plusieurs fois réactivé dans l'histoire du parti, il s'exprime et se prononce en son nom, au titre du mandat qui lui est conféré, agit en fonction de son programme et non d'appréciations personnelles. Le lien politique de représentation ne doit pas se transformer en « un rapport social de différenciation »²⁴. La légitimité de l'élus ne tient pas donc dans la compétence qu'il peut faire valoir et il ne doit se constituer de capital personnel dans l'exercice de son mandat. L'autorité dont il jouit n'est que déléguée par le parti. L'investiture partisane est la seule saillance distinctive qu'il peut mobiliser. Le mandat ne lui échoit pas en propre mais appartient collectivement à l'organisation partisane. « Instrument fidèle, fonctionnel, purement instrumental de la conscience collective »²⁵, l'élus socialiste, anonymisé, est considéré en ce sens comme interchangeable et à ce titre révocable. L'élus est tenu en suspicion parce qu'il risque toujours d'être « gonflé de l'importance de sa fonction »²⁶, de se prendre *au jeu du rôle*. « Simple rouage dans la chaîne de représentation de classe », le représentant accepte en quelque sorte de s'en remettre à l'organisation et de « s'abîmer » dans la collectivité qu'il exprime²⁷.

Cette conception générique s'est particulièrement affirmée dans ce fief du guesdisme qu'est Roubaix. Fortement encadré par un parti très institutionnalisé, l'élus est soumis à une socialisation partisane qui développe chez lui certaines dispositions voire un habitus partisan et un « esprit de parti » qui se traduit par une allégeance inconditionnelle à l'organisation²⁸. L'écart à la norme partisane et ouvrière est d'autant moins autorisé dans le Nord qu'il met en cause les modes d'accès au champ politique que l'organisation a historiquement promus. L'élus doit donc sans cesse donner les manifestations de son ethos militant et de son indéfectible loyauté. Le parti veille à contrôler ses élus et à enserrer l'exercice le plus quotidien de leur fonction dans un ensemble de contraintes et de règles. A partir des années 1890 diverses technologies partisanses sont conçues pour les mettre sous tutelle : abdications d'indépendance, démissions en blanc, compte-rendus de mandat, contrôle de la section sur les ordres du jour et les délibérations du conseil municipal, organisation collective du travail municipal... Après l'échec de la première expérience (1892-1902) où le contrôle du parti s'était révélé limité et les divisions internes avait miné la cohésion du parti, le rôle d'élus fait l'objet d'une véritable formalisation dans les années 20 (dans le contexte de développement du rival communiste qui cible ses attaques contre les élus socialistes). Le texte voté par le conseil national de la SFIO dans sa séance du 14 janvier 1906 qui normalise les rapports entre

²⁴ Rosanvallon (P.), *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, p. 255.

²⁵ Sadoun (M.), *De la démocratie française, op. cit.*, p. 67.

²⁶ *Ibid.*, p. 62.

²⁷ Rosanvallon (P.), *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, p. 202.

²⁸ « Plus la relation sociale est ancienne et close plus le capital objectivé sera important et plus son appropriation impliquera l'incorporation de dispositions particulières » (Offerlé (M), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987, p. 26).

les élus et les sections du parti est très strictement appliqué dans la fédération du Nord²⁹. Il enjoint l' élu socialiste de ne pas sacrifier au travail de représentation traditionnel qui incombe au maire. Le représentant élu du parti est tenu par exemple de donner à chaque manifestation locale un caractère politique, doit s'abstenir de participer aux cérémonies officielles ou patriotiques et se doit d'éviter toutes relations avec les représentants du pouvoir central et « bourgeois » (les préfets ou les ministres)... Certains élus ne manquent pas de soulever les problèmes pratiques que ces règles partisans posent dans leur travail politique quotidien. Comment ainsi ne pas publiquement côtoyer le préfet alors que l'exercice de la fonction mayorale et l'action municipale (les politiques sociales notamment) impliquent une fréquentation régulière de cette figure ?

La section de Roubaix dans l'entre-deux-guerres veille néanmoins scrupuleusement au respect des règles partisans et condamne toute infraction (de la part de ses élus ou d'élus d'autres municipalités socialistes). Elle honore dans la cité modèle du parti sa réputation de « vigie » et de « conscience » du socialisme. Jean Lebas emblématise cet esprit de parti. L'héritier de Jules Guesde incarne une figure mayorale singulière marquée par *une forte distance au rôle* (au début de son mandat tout au moins). En première analyse, Jean Lebas incarne le modèle du représentant tout entier dévoué à son organisation chez qui le mandant du parti socialiste domine sur les fonctions d' élu local. A la rondeur requise par la fonction, il oppose la raideur du guesdiste qu'il est et cherche à rester et qui est peu conforme à la représentation légitime du rôle.

La rigueur des prescriptions partisans se relâchent dans les années 50 et 60 dans un contexte local de délégitimation de la référence partisane (alliance de Troisième Force). Mais la figure de l' élu socialiste est réactivée dans les années 70. L' élu est à nouveau défini comme le mandataire du parti dans les institutions où il le représente. Le maire est rappelé à son devoir de militant : il doit respecter les décisions du parti, défendre le programme du parti, participer à la vie de leur section, rendre compte régulièrement à la section de son activité d' élu, éviter une gestion par trop consensuelle de la vie municipale, solliciter le concours et les suggestions des « camarades », adhérer à la Fédération des élus socialistes municipaux et cantonaux et respecter le règlement intérieur... On procède à nouveau à l'appel des élus, des membres des instances, le comité exécutif est réuni au moins une fois par mois... Une définition militante du rôle d' élu est diffusée. C'est le parti qui est comptable devant la population à travers l'action des élus. Cette revalorisation de la légitimité militante, si elle poursuit les intérêts politiques des « entrants » dans l'organisation et permet de remettre en cause la situation établie des notables, produit des effets organisationnels réels. Pierre Prouvost se présente comme le maire-militant pétri des théories de son parti, participant en bonne place aux luttes sociales, se prévalant d'une expertise de l'action collective acquise à la faveur de son engagement partisan. Il n'apparaît plus comme l'arbitre privilégiant systématiquement les sujets de rassemblement. Au final, à Roubaix, le parti a tenté à de nombreuses reprises de contrôler ses élus et d'imposer une définition politique de la fonction.

L'intériorisation du rôle

²⁹ Une large publicité est faite de ce règlement. Voir par exemple le bulletin des élus municipaux de la fédération socialiste du Nord, le 15 juin 1920, archives fédérales.

Tout se passe pourtant comme si les tentatives de subversion du rôle se heurtaient à la prégnance du modèle mayoral et des normes de comportement qu'il prescrit. Dès l'entre-deux-guerres, *un lent processus de socialisation et de mise en conformité à la politique traditionnelle* est à l'œuvre dans les pratiques des élus roubaisiens. L'habitus guesdiste de Lebas semble se « fatiguer » à l'épreuve de la fonction municipale. Les incompatibilités de rôles entre les attentes qui pèsent sur le maire de la ville et les exigences que requiert l'appartenance au parti deviennent de plus en plus aiguës. Jean Lebas multiplie certes les gages de sa loyauté à l'organisation, marque son allégeance au parti, rend compte de ses activités d'élu devant la section. Mais il adopte progressivement les registres de présentations de soi du notable. Le maire intériorise et fait valoir deux légitimités traditionnelles de l'écu local : le travail relationnel de représentation de la communauté locale et la compétence politico-administrative. Jean Lebas devient d'abord progressivement l'ordonnateur de la vie locale et dans les années 30 sacrifie à des activités de représentation multiples qu'il négligeait précédemment. Les règles strictes du parti relatives à l'activité publique des élus sont transgressées³⁰. Une dissociation progressive du rôle de maire et de celui de militant s'accomplit ainsi. Le dépouillement systématique du courrier du maire auquel nous avons procédé permet d'appréhender le travail relationnel auquel le maire se livre et les ressources politiques qu'il lui permet d'accumuler. L'étude de la correspondance permet de repérer des pratiques renvoyées dans un registre *officieux* de l'activité de l'élu qui ne peuvent être publiquement dévoilées parce qu'elles ne sont pas conformes à la définition politique du rôle : relations et « transactions collusives » avec les administrations et les représentants de l'Etat, rapports particularisés et clientélares avec les habitants, les élus d'autres tendances politiques... Elle permet surtout de mettre à jour la manière dont le maire répond de manière méticuleuse aux attentes personnelles des citoyens et aux sollicitations nombreuses dont il fait l'objet. Il fait affleurer les multiples relations d'obligation mutuelle et d'échange de services réciproques qui lie le maire à de nombreux acteurs. La compétence (administrative, juridique, financière...) est de surcroît de plus en plus valorisée comme attribut de légitimité et comme ressource par l'élu socialiste. C'est un deuxième aspect de l'intériorisation des contraintes de l'institution. L'acquisition d'une compétence municipale constitue pour les élus roubaisiens une ressource à haut rendement symbolique³¹. En excipant de plus en plus de leurs compétences gestionnaires, en faisant valoir leur rigueur administrative dans leurs professions de foi, les socialistes visent à s'attacher une légitimité gestionnaire que le patronat s'est

³⁰ Le premier accroc sérieux à la rigueur de la réglementation partisane intervient en 1926. Lors des cérémonies du premier mai, le préfet est invité par le maire à présider un banquet offert par la municipalité à l'administration hospitalière en l'honneur des vieux travailleurs, pensionnaires des hôpitaux de Roubaix. Même si des vœux politiques sont adressés au préfet qui assure qu'il transmettra « en haut lieu » les revendications des syndicalistes cégétistes présents, l'affaire fait grand bruit et provoque l'indignation de la presse communiste et l'amusement du *Journal de Roubaix* (le 20 mai 1926). A trois reprises, dans l'entre-deux-guerres, la ville de Roubaix accueille également le président de la République. Les responsabilités ministérielles de Jean Lebas accuse encore cette tendance à la notabilisation.

³¹ Le processus n'est pas propre à Roubaix. Parce que c'est surtout au niveau municipal que les socialistes ont exercé des responsabilités, ils ont particulièrement à cœur de faire la démonstration de leur capacité administrative. Cf. cette déclaration d'un élu socialiste : « Je ne veux pas prétendre ici que les socialistes conservent jalousement le monopole de la meilleure administration municipale. Mais personne non plus ne peut nous contester qu'emportés par l'idée supérieure de réalisation de leur idéal, les maires socialistes ne soient des administrateurs modèles » (Emile Dumas, rapport sur la fédération des municipalités socialistes de France, Bulletin des élus municipaux, 2, juillet 1920).

toujours employé à lui refuser et à lui dénier. L'enjeu symbolique est de retourner le stigmate de l'ouvrier incompetent (constitué lors de l'expérience Carrette) et de faire de la rigueur (financière, administrative...) un motif de dignité sociale, de respectabilité et d'honorabilité. Mais les socialistes en cherchant à gagner leur brevet de gestionnaire se résignent à ne pas subvertir la hiérarchie dominante des pratiques. Ils sont amenés à avaliser et à perpétuer les normes d'excellence du métier politique en les appropriant. Cette prime à la compétence sert par ailleurs de support à la constitution d'une véritable endocratie municipale qui monopolise localement les responsabilités.

Ce processus de notabilisation s'accuse dans les années 50 et 60. Victor Provo s'identifie pleinement au rôle de maire. *Il n'est pas l'homme d'un parti mais le maire de la ville avant tout*. Le maire devient le garant des principes constitutifs du groupe local et des fondements idéalisés de sa cohésion nouvelle, acquise de haute lutte. L' élu socialiste se normalise en intériorisant l'ethos professionnel mayoral fondé sur le primat des règles morales (don de soi, discours vocationnel, dévouement, déni de l'intérêt personnel, recherche de l'intérêt général...) et de la compétence (bon administrateur...) ³². Il se conforme aux normes constitutives du métier (pragmatisme, goût du contact, appétence pour l'action de « terrain » au plus proche des administrés...) et devient avant tout l' élu d'un territoire dont il porte et stylise les caractéristiques ³³. Il joue de sa popularité et la cultive. Le registre de présentation publique de l' élu socialiste devient en somme peu différenciée de celui des autres maires. Le maire représente une figure locale familière et accessible, sans cesse disponible et immergée dans le tissu associatif, appréciée pour « les services » innombrables qu'il rend à la population. Il symbolise de manière paradigmatique, dans cette ville ouvrière que demeure Roubaix, le maire populaire du Nord, protecteur, simple et chaleureux, débonnaire et cordial, en prise avec la convivialité et la sociabilité ouvrières, qui aide les « petites gens » et sait tenir son rang mais sans forfanterie ³⁴. La politisation du rôle et la reprise en main du parti dans les années 70 font vite long feu. Les pratiques notabiliaires anciennes sont réactivées sur des bases nouvelles. Elles sont en quelque sorte *hybridées*. La notabilisation se réaffirme en prenant appui notamment sur la communication ou le cumul des mandats. La communication municipale, conçu au départ comme un levier de démocratie locale, se mayoralise. Les tentatives pour rendre plus collégiale l'exercice du pouvoir sont vite abandonnées et la personnalisation du pouvoir municipal n'est pas entamée. Pour s'imposer en leader incontesté de son équipe, le maire cherche à marginaliser ses adjoints ou à privilégier des relations de forte interdépendance personnelle avec eux.

Les socialistes sont ainsi contraints de s'accommoder du rôle de maire. L'activité mayorale est orientée par de fortes prescriptions d'attitudes qui tendent à dissoudre toute politisation du rôle. Le maire est enserré dans un système de rôles, de tâches, de contraintes hétérogènes dont la dynamique et la variété inclinent à l'autonomisation par rapport à l'organisation partisane. Pris dans un jeu complexe d'interrelations et de contraintes, confronté à des publics très

³² Sur ces registres, voir Briquet (J.L.), « Communiquer en actes. Prescription de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, 28, 1994.

³³ Garraud (P.), *Profession : homme politique*, Paris, L'Harmattan, 1989.

³⁴ Richard Hoggart a bien analysé cette valorisation des relations interpersonnelles dans les milieux ouvriers. « Les principes sont abstraits alors que les gens sont présents en chair et en os : il faut vivre avec eux, se frotter à eux »... (*La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970, p. 139 et s.).

différents qui constituent autant de « partenaires de rôle » (citoyens, préfet, autres élus... militants), intégré dans un système politico-administratif qui détermine dans une large mesure sa capacité d'action, le maire est à l'intersection de sous-systèmes d'action (administratif, territorial, politique...) qui conditionnent une forte capacité à se constituer des ressources diverses et à s'émanciper de l'appareil partisan³⁵. Plus que d'autres figures de porte-parole délégué, le maire est tenu de refonder sans cesse le lien imaginaire au principe de la communauté qu'il représente, de symboliser le groupe local et d'entretenir la fiction de son unité et de « l'intérêt local » qui en constitue le substrat. Le territoire local tend ce faisant à devenir, plus que le parti, le collectif de référence de l' élu. L'intégration dans le milieu local, fut-elle légitimée au nom du parti, tend à desserrer l'étau partisan et à corroder l'esprit de parti. Dans l'exercice de son mandat, l' élu acquiert et fait valoir une compétence qui naturalise sa légitimité et dépolitise le registre de résolution des problèmes et du traitement des enjeux soumis à la municipalité. En s'imposant comme le médiateur vers lequel convergent toutes les demandes et les attentes, l' élu s'impose au parti. La légitimité acquise à l'extérieur du parti tend à devenir centrale à l'intérieur de l'organisation. *De maillon interchangeable, l' élu se mue en un rouage indispensable*. Le capital politique accumulé par le maire le conduit à se soustraire au parti mais il amène aussi, de manière toute aussi décisive, le parti à s'appuyer sur le maire. On comprend dans ces conditions comment *la force des mairies peut constituer un des ressorts de la faiblesse du parti*. Les élus apparaissent au centre des ressources accumulées grâce au développement des politiques locales.

Les politiques municipales ou le socialisme captif des usages de l'institution

Selon le credo guesdiste longtemps mobilisé à Roubaix comme mode de légitimation de l'action municipale, « le socialisme municipal » n'a aucune valeur intrinsèque, le socialisme n'étant pas d'« essence municipale ». Inscrit dans un horizon téléologique et dans une perspective de changement social et de mobilisation, il ne trouve sa justification que dans le concours qu'il apporte à « l'émancipation » de la classe ouvrière ou à « son relèvement ». Lorsque Roubaix redevient socialiste en 1912, Jean Lebas trace la perspective socialiste dans laquelle il entend placer l'exercice du pouvoir municipal : « Occupés aux choses municipales, développant ce qui est, créant du nouveau dans l'intérêt bien compris des masses qui peinent et qui souffrent, nous ne cesserons cependant d'avoir les yeux fixés sur cette civilisation supérieure, vers laquelle nous conduit l'évolution de la société moderne et qui sera la véritable République, la République du travail affranchi »³⁶. La pratique municipale ne vaut que parce qu'elle permet d'accroître l'influence et l'audience du parti, parce qu'elle accélère autant qu'elle ne préfigure l'avènement des temps nouveaux³⁷. Les socialistes transforment certes l'institution municipale en développant les politiques municipales notamment ou en introduisant dans l'institution les manières d'être et les principes de vision et de division propres aux interactions partisans. Mais ils perdent progressivement l'objectif qu'ils s'étaient

³⁵ La position du maire tient à « une capacité à croiser, échanger et convertir d'un sous-système à l'autre les ressources qu'il tire de chacun d'eux » (Garraud (P.), *Profession : homme politique*, op.cit).

³⁶ *Bulletin communal de Roubaix*, le 19 mai 1912.

³⁷ Cette rhétorique fonctionne notons-le avant tout comme un discours de légitimation qui permet de justifier normativement la pratique municipale et d'autoriser « au nom » du parti et des hypothétiques temps à venir, toujours différés, l'exercice *ici et maintenant* des responsabilités municipales par un groupe relativement inamovible de militants.

assigné et le « socialisme » tend à se réduire aux politiques locales menées en son nom. Les politiques sociales menées contribuent à consolider l'implantation socialiste et à accroître l'emprise du parti sur la population. Elles conduisent néanmoins dans le même temps à accroître l'emprise de l'institution sur le socialisme lui-même. Alors que l'action municipale conduite au nom du parti n'est présentée comme n'ayant aucune valeur principielle, elle tend à devenir un élément de structuration essentiel du socialisme local. Tout se passe comme si, en transformant l'institution en profondeur, le socialisme local se condamne à s'y réduire progressivement.

La commune protectrice

Les socialistes contribuent à partir de la fin du 19^{ème} siècle à modifier les usages de l'institution. La première municipalité tente de mettre en oeuvre à partir de 1892 le programme municipal dont s'est doté un an plus tôt le parti ouvrier. Les cantines, les crèches et le sanatorium constituent les innovations ayant l'écho le plus important³⁸. Plusieurs articles du programme se heurtent aux vetos préfectoraux ou à la mauvaise volonté du pouvoir central qui veille scrupuleusement au respect de la tutelle pour éviter que l'expérience roubaisienne ne fasse tâche d'huile. De nombreuses délibérations sont annulées au motif qu'elles portent sur des sujets étrangers aux attributions du conseil (journée de 8 heures dans les contrats passés avec la mairie, pharmacie municipale à prix de revient...)³⁹. Une grande part de l'action socialiste demeure la poursuite et l'approfondissement de mesures existantes. Le bureau de bienfaisance reste le levier principal pour la distribution des aides sociales. Mais les élus ouvriers concourent incontestablement au développement et à l'acclimatation de l'interventionnisme municipal, à la dilatation des champs d'action relevant du « municipal » et jouent un rôle central dans l'aggiornamento des modes d'action publique locale à la fin du XIX^e⁴⁰. Les crédits sociaux atteignent au total près de 25% du budget.

L'interventionnisme municipal s'approfondit et se systématisé dans l'entre-deux-guerres avec la municipalité Lebas. Si le niveau municipal est toujours présenté comme « un terrain limité », un principe de quasi-universalité des compétences municipales s'impose de fait. Le municipalisme balbutiant et maladroit des mandats de Carrette devient scientifique, méthodique et rationnel. La continuité et la longévité de l'expérience municipale permettent la constitution d'une véritable œuvre municipale, consacrée comme un modèle de socialisme municipal dans la presse nationale socialiste. Construction d'écoles, consultation des nourrissons, sanatorium, école de plein air, colonies, sport ouvrier, hygiénisme, piscine à eau chaude... : Roubaix-socialiste n'usurpe pas son titre de « cité radieuse » ou de « ville sainte » du socialisme. En toute matière, les socialistes cherchent l'exemplarité. A Roubaix,

³⁸ Pour plus de détails, Pollez (M.), *La gestion d'Henri Carrette, maire de Roubaix (1892-1901)*, thèse d'histoire, Lille III, 1986.

³⁹ Par décision prise le 13 octobre 1893, les socialistes tentent de mettre en place des consultations judiciaires gratuites, mesure qui vise directement l'arbitraire patronal, mais le préfet annule la délibération. La mesure voit finalement le jour en 1896, grâce à la persévérance et à une ruse administrative que d'autres municipalités ne vont pas manquer de reproduire.

⁴⁰ Pour une réévaluation du local dans la genèse de l'Etat-providence, voir Pollet (G.), « la construction de l'Etat social à la française : entre local et national (XIXe-XXe) », *Lien social et politique*, 33, 1995.

l'initiative locale devance très souvent l'obligation légale⁴¹. La vie quotidienne fait l'objet d'une prise en charge de plus en plus systématique de la part de l'institution. La ville socialiste devient une grande entreprise de services collectifs et l'institution prend corps dans une figure bienfaitrice. Elle devient l'instance protectrice, du berceau à la tombe, à tous les âges de la vie, de la population ouvrière, celle qui l'assiste face à la pauvreté et la préserve des « malheurs du temps » qui l'accablent (le chômage, la maladie, la misère...). L'institution ne privilégie pas les luttes sociales ou l'action contre le pouvoir économique (même si elle soutient les grèves). Elle n'attaque pas les sources de la misère. Elle s'attache avant tout à en prévenir les effets ou en soulager les manifestations et à soustraire la population ouvrière de l'emprise patronale. Le socialisme à Roubaix est « bon » pour l'ouvrier et sa classe parce qu'il le protège et lui garantit un certain bien-être. Par les diverses politiques menées, l'institution exerce par là même une emprise très forte sur la population. En entourant la famille ouvrière d'un ensemble de protections physiques et morales et d'un faisceau d'œuvres de plus en plus nombreuses, l'institution s'insinue dans les plis de la vie quotidienne et tend à la contrôler. La vie quotidienne devient un enjeu politique parce qu'elle ne saurait être laissée à la seule emprise catholique et patronale et parce que l'entreprise socialiste est une orthopédie sociale (il faut « régénérer » l'ouvrier pour le préparer à jouer un rôle politique actif). L'institution se fait pénétrante, insinuante, enveloppante⁴².

Après 1945, la ville cherche à rester « à la tête du progrès social » et à demeurer un modèle, une ville « pilote », un « laboratoire d'un monde plus fraternel et plus juste »⁴³. La vocation sociale de la municipalité est encore renforcée. D'abord parce que le partage des rôles entre le patronat et la mairie donne à cette dernière le quasi-monopole de l'action sociale. Le paternalisme patronal ne s'érige plus en concurrent du municipalisme socialiste. Ensuite parce que le dépérissement des solidarités sociales confère un rôle central à la mairie en renforçant le poids de l'intervention municipale qui se substitue au maillage de plus en plus défaillant des organisations ouvrières. L'orientation « sociale » de la ville survit aux évolutions du contexte politique. Dépouillée de toute dimension revendicative ou « révolutionnaire », elle rallie l'ensemble de la majorité municipale et surtout le MRP. La prise en charge de la pauvreté ouvrière détermine un consensus local transpartisan à fondement humaniste. Les équipements municipaux se développent (écoles, centres médico-sociaux, foyers, salle de sport...). L'action communale porte sur la sphère du hors-travail et se saisit de l'ensemble de ses dimensions. « A Roubaix, lit-on sur la plaquette municipale de 1959, de l'enfance à la vieillesse, il n'est pas un âge auquel ne réponde maintenant une réalisation municipale [...] L'action communale se répercute heureusement et directement sur chaque foyer ». *Le continuum qui relie les individus à la communauté locale passe ainsi de plus en plus par l'exercice d'une politique publique locale*. Les formes de solidarité s'institutionnalisent progressivement. Elles étaient traditionnellement établies autour du travail, du lieu d'habitation, des formes de la consommation, des loisirs ou des entraides affinitaires... Elles passent sous les fourches caudines de l'institution municipale. Le feuilleté de solidarités qui

⁴¹ La ville crée par exemple un bureau municipal de placement par arrêté du 23 juillet 1919 six ans avant que la loi ne l'impose à toutes les communes par la loi du 2 février 1925.

⁴² Les enquêtes urbaines et la statistique permettent de scruter la population locale et d'objectiver le travail de l'institution. Par les politiques sportives et l'hygiénisme, l'institution tend à domestiquer et à discipliner les corps.

⁴³ Plaquette SFIO, élections municipales de 1959, archives municipales.

trame la vie locale tend à être absorbé par la municipalité, instance réductrice d'incertitudes pour les ouvriers. De plus en plus réduit à son expression institutionnelle, rétracté sur la mairie, le socialisme s'objective dans les politiques municipales mises en œuvres par la municipalité qui en sont les manifestations tangibles et « indiscutables » aux yeux de tous.

Un socialisme municipal privé d'horizon

En développant les politiques locales, les socialistes contribuent à la dilatation du champ des « affaires communales » et à l'élargissement des sphères d'intervention locale. Ils modifient la raison d'être de l'institution et les représentations socialement légitimes et dominantes de son utilité sociale. Ils contribuent ce faisant à la « fonctionnalisation » de l'institution municipale⁴⁴. Ces politiques contribuent par ailleurs à la fixation et la fidélisation de l'électorat socialiste. Pour reprendre les termes de Jean-Paul Molinari et son analyse des villes ouvrières, les « micro-systèmes locaux de prestations totales et officielles » que met en *place l'institution à Roubaix tendent à fonctionner comme des « matrices municipales d'adhésion »*. Le clientélisme devient ainsi une rationalité forte et institutionnalisée d'intervention de la municipalité.

Mais les socialistes sont progressivement pris au piège de cette logique de la prestation et de services collectifs qu'ils ont été amenés à promouvoir. Ils « réalisent » mais ce faisant perdent de vue l'objectif qu'ils se sont originellement fixés. La prise en charge des « besoins » et l'amélioration immédiate des conditions de vie tendent à devenir l'unique rationalité institutionnelle et politique. La satisfaction des demandes collectives devient la raison d'être de l'institution et fondent la légitimité des élus. Cette logique, si elle assure au parti des positions électorales solides, fidélise des clientèles et donne aux élus une forte assise territoriale, tend à supplanter l'objectif de mobilisation des énergies sociales qui était au principe du projet municipaliste socialiste. Le socialisme communal, en devenant prestataire de service, trouve en lui-même sa propre justification alors qu'il ne revêtait aucune valeur substantielle au regard des principes partisans. De manière significative, lors des campagnes électorales, les socialistes sollicitent de plus en plus le mandat des électeurs non sur *l'élan* que recèle le municipalisme mais sur le *bilan* qu'il en donne. Les bilans municipaux du socialisme deviennent un indicateur de son intégration institutionnelle. Les standards utilisés pour évaluer l'œuvre municipale traduisent l'alignement sur les canons traditionnels d'appréciation de l'action publique (« bon sens », intérêt général, bonne « gérance »...). Le socialisme devient plus pragmatique qu'eschatologique : « Jadis on nous objectait : C'est beau votre programme mais c'est de la chimère. Aujourd'hui on est forcé de constater que la réalité forgée par le parti socialiste là où il détient la mairie est la chimère d'hier [...] les réalisations se voient, se palpent, leurs effets sont tangibles » note le document électoral de la SFIO en 1935. L'action municipale est de plus en plus menée au nom de la pérennité de l'institution et non en celui du « socialisme ». *Le socialisme municipal devient affaire de quantification*⁴⁵.

⁴⁴ Par ce terme, il faut entendre « l'ensemble des processus qui tendent à privilégier un usage de l'institution et à conférer un sens collectif à cet usage ». Lagroye (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 159.

⁴⁵ Ce pragmatisme des élus socialistes du Nord est exalté dans la presse partisane nationale. Roger Marzauk évoque en 1947 : « Nos camarades du Nord qui ne se paient pas de promesses et n'accordent de valeur qu'aux actes », *L'Elu socialiste*, 7, 1947.

L'offre municipale tend à se limiter à un catalogue de biens publics et d'infrastructures collectives. Les chiffres du bureau d'aide sociale deviennent l'aune principale à travers laquelle « le socialisme » est évalué. Les socialistes sont en définitive captifs des usages faits de l'institution. Alors qu'elle n'avait aucune valeur propre, au regard des principes politiques du parti, la municipalité constitue le principal support de leur influence locale, leur soubassement principal. Les politiques mises en œuvre fournissent au socialisme ses matrices de reproduction. Les socialistes sont autrement dit peu à peu dominés par leur domination municipale (P.Bourdieu).

Porteuse d'une conception renouvelée de l'action municipale, l'équipe élue de 1977 tente d'enrayer ce processus en politisant la scène municipale et en redynamisant les acteurs de la société locale. Elle dénonce « l'assistanat » qui présidait à l'action municipale dans les mandats précédents. Progressivement vidée du sens qui lui était assigné au fil du long règne de Victor Provo, l'institution est réinvestie par des significations politiques nouvelles. Les élus activent des schèmes de perception et d'interprétation de la réalité locale à forte densité idéologique. Le jeu et les enjeux politiques locaux sont de nouveau inscrits dans un cadre plus large dépassant l'échelle municipale. La municipalité n'est plus conçue comme un agent de conservation sociale et de stabilisation de l'environnement local amené à se perpétuer à l'identique. Elle est appelée à participer au changement social et renoue avec une gestion politique des rapports sociaux. L'action municipale plus transversale s'horizontalise et se complexifie. De nouveaux domaines sont investies : développement économique, démocratie locale, cadre de vie... Cette politisation apparaît néanmoins éphémère. « La gestion » reprend ses droits. De plus, la volonté de modernisation de l'appareil municipal est confrontée au conservatisme du personnel attaché à ses avantages et peu enclin au changement. Des conflits très lourds mettent aux prises le maire et le personnel au sein duquel les militants socialistes sont nombreux et influents (on y reviendra). L'administration municipale, colonisée et verrouillée par les vieilles familles socialistes, réfractaires à toute innovation, est impropre à traduire et à impulser le changement. L'ascension rapide des chargés de mission « modernistes » dans l'appareil municipal remet en cause les modes de promotion interne qui avaient cours dans l'organisation municipale où l'avancement, très lent, se faisait traditionnellement à l'ancienneté. Les directeurs de service reprochent au maire et aux adjoints, plus dynamiques que par le passé, de les dessaisir de leurs responsabilités. La fronde du personnel constitue un des facteurs explicatifs de la défaite de 1983. Le socialisme à Roubaix est en quelque sorte victime de la réalité historique que sa longue domination a contribué à faire advenir. L'instrument qu'il voulait constituer est devenu une citadelle qu'il ne peut plus maîtriser. L'ironie de l'histoire, si l'on peut dire, est que la perte de la municipalité trouve une de ses origines dans les initiatives de ceux qui en ont le plus bénéficié.

Le parti-mairie ou le socialisme réduit à son expression institutionnelle

La municipalité n'est conçue que comme un rouage du dispositif d'implantation et de la contre-société socialiste qui se consolide dans l'entre-deux-guerres. A la faveur des politiques menées, la municipalité s'impose pourtant progressivement comme l'instance de direction politique de la constellation partisane locale. La politisation de l'institution conduit à un développement des politiques sociales et des ressources mis à la disposition des élus qui

contribuent à augmenter le poids de la mairie dans le système d'action socialiste local. Parce qu'elle s'affirme par ses politiques et les relations sociales nouvelles qu'elles fondent, l'institution excède le statut de simple instrument politique que le parti lui a conféré pour obéir à une logique propre. En somme, l'institution tend à s'autonomiser du mouvement ouvrier et à exercer un magistère d'ensemble sur la société locale. La mairie agit comme un puissant vecteur de collectivisation des pratiques. Elle tend à régenter et à unifier les formes de la vie collective et de la sociabilité locale. La ritualisation et la sociabilité partisans deviennent municipales. Le maire tend à chapeauter l'ensemble des processus de représentation et le socialisme est absorbé par la mairie qui devient sa principale « réalité ».

La contre-société socialiste

Après la défaite municipale de 1902, la société ouvrière se structure en un dispositif local articulant section, syndicat et coopérative et assurant une prise en charge très forte de la population ouvrière. Orientée vers la reconquête du pouvoir municipal, ce triptyque contribue de manière décisive à la reconquête de la mairie en 1912. A partir de cette date, la municipalité devient une pièce supplémentaire de l'ensemble trinitaire. Un système d'action locale multipolaire se met en place dans l'entre-deux-guerres, se solidifie et s'institutionnalise. Le socialisme tire sa force à Roubaix de sa capacité à s'instituer en contre-société. *Contre-société* parce que la société socialiste ne se confond pas avec le territoire local mais en dispute le contrôle au patronat. Le milieu socialiste se constitue en réaction et en opposition à un monde catholique et patronal lui-même organisé sur des bases quasi-similaires (prise en charge des besoins ouvriers, contrôle social, emprise sur la vie quotidienne, remise de soi...).

« Le socialisme », nébuleuse de sociétés, de cercles, de groupes, de clubs... désigne alors une réalité sociale multiforme. La communauté socialiste irradie bien au-delà de son noyau partisan *stricto sensu* et de son foyer municipal. Une culture de bastion s'affirme où activités politiques, sociabilité journalière et pratiques ludiques et festives ne sont pas dissociées. La section de la SFIO fait montre d'un activisme constant stimulé par les luttes sociales intenses dont Roubaix est le théâtre (la ville connaît trois grèves générales soutenues par la municipalité). Après les élections législatives d'avril-mai 1936, ses effectifs culminent 1 800 membres⁴⁶. La structuration de la section s'arrime aux quartiers ouvriers et permet un quadrillage du territoire communal. Elle constitue en fait un agrégat de 21 groupes qui ont tous sauf un (celui de la Paix) leur siège dans un estaminet. Une émulation entre ses groupes contribue à intensifier le recrutement. Des structures diverses et une nébuleuse de groupements gravitent autour du noyau partisan : milice⁴⁷, organisations de jeunesse, groupes sportifs, clubs à vocation ludique ou récréative (une troupe de théâtre populaire – le groupe artistique Jules Guesde), des sociétés musicales qui ouvrent les cortèges (la fanfare ouvrière a une renommée nationale), cercle d'études, bibliothèque... Un groupe de femmes socialistes est créé en 1932. Le 26 février 1925, la municipalité fait ouvrir le Foyer d'éducation ouvrière destiné à ceux qui n'ont pu bénéficier d'une instruction suffisante. La

⁴⁶ Pollez (M.), *La SFIO à Roubaix dans les années 1930-1940*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Lille III, 1976.

⁴⁷ La création d'une milice pour faire face au développement des groupes factieux d'extrême-droite est décidée en 1934. Cette milice ouvrière roubaisienne rayonnait sur toute la région.

SFIO s'implique très fortement dans le domaine sportif par le biais du sport ouvrier roubaisien (SOR) qui organise de nombreuses épreuves : athlétisme, gymnastique, natation ou Paris-Roubaix travailliste... Ces divers groupements qui démultiplient l'action et la résonance du parti pénètrent en profondeur la société ouvrière et l'imprègnent du message socialiste. Le vote socialiste est dans cette configuration sociale moins affaire d'opinion et d'adhésion à un discours ou une vision du monde que signe et manifestation d'intégration et de reconnaissance. La ritualisation locale (manifestations collectives, fêtes, cérémonies...) est d'initiative partisane plus que municipale. La mythique coopérative la Paix constitue, plus que l'hôtel de ville, l'épicentre de cette constellation socialiste⁴⁸. Le développement d'un des pôles de la société socialiste ne se fait pas au détriment des autres. Chaque pilier, connecté aux autres, compte sur ses propres forces. La section ne fait pas ainsi un usage immodéré ou sans précaution des ressources communales et ne repose pas sur l'institution municipale même si le personnel est souvent absorbé à l'évidence par des tâches politiques extra-municipales⁴⁹.

La dissolution du phénomène partisan

Un déplacement se fait néanmoins jour dans les années 30. La domination de l'ensemble considéré semble passer de la section à la municipalité. La municipalité tend progressivement à imposer un magistère politique sur cet ensemble et à organiser et à chapeauter les processus de représentation politique. Elle tend à jouer un rôle d'animateur de l'ensemble des processus de mobilisation collective (le maire cherche à prévenir les grèves qui nuisent à la cohésion de la société locale). Si le parti structure toujours à l'extérieur de l'institution municipale une représentation autonome de classe, un processus de municipalisation paraît à l'œuvre dès l'entre-deux-guerres.

Il s'accuse après 1945. A partir des années 50 en effet, le socialisme tend à se réduire à son expression institutionnelle et municipale. Le processus de municipalisation ne doit pas être analysé de manière univoque. Il tient autant à la force sociale de l'institution qui tend à absorber le socialisme en lui imposant ses contraintes qu'au dépérissement et à la désobjectivation du dispositif mis en place et consolidé dans l'entre-deux-guerres. On ne saurait dissocier les deux processus, largement enchevêtrés et concomitants. L'emprise de plus en plus forte de l'institution est certes le résultat du déclin de la société ouvrière et de la désagrégation de la trinité socialiste fondatrice (coopérative, section, syndicat). Enveloppante, l'institution occupe l'espace laissé vacant. Mais elle n'est pas réductible à ces phénomènes. Elle est tout autant à son origine. La municipalité exerce un contrôle d'ensemble, canalise les

⁴⁸ En concentrant de nombreux sièges de groupement, elle témoigne physiquement de l'intrication des activités syndicales, associatives, politiques... La coopérative tient lieu à la fois de local du syndicat textile (avant que la bourse du Travail ne soit construite), de *La Bataille ouvrière*, de la boulangerie, de la buvette, du centre d'études sociales et d'un groupe de la section socialiste.

⁴⁹ Les échanges épistolaires entre le secrétaire de la section et Jean Lebas conservés aux archives municipales permettent de le vérifier. A un conseiller municipal socialiste qui sollicite l'aide d'ouvriers communaux pour des tâches diverses à la bourse de travail, le maire répond le 6 mars 1929 : « A mon grand regret je suis dans l'obligation de te dire qu'il n'y a pas moyen de distraire quelques ouvriers des services municipaux, surtout en ce moment, le directeur a besoin de tout son personnel ». Il se déclare par ailleurs « étonné que la bourse du travail soit forcée de recourir à des ouvriers municipaux pour faire une distribution de circulaires ».

énergies sociales, impose ses logiques d'action et concentre les ressources politiques et matérielles. C'est donc *un double processus de rétraction et d'absorption* dont il faut rendre compte.

Un même constat ressort nettement des entretiens que nous avons réalisés avec militants et élus : « Le socialisme c'était la mairie ». Dans les mémoires militantes, il n'affleure qu'identifié aux élus municipaux, aux actions sociales mises en œuvre, aux manifestations communales... La mairie concentre les attentions, les énergies et les regards. Un processus de polarisation autour de l'institution municipale sa fait jour. Il s'accroît avec le temps et le règne municipal ininterrompu de la SFIO. La section socialiste s'étiolle progressivement et perd toute existence autonome à mesure que l'emprise de la municipalité devient plus forte. *La SFIO devient à Roubaix dans les années 50 un parti d'employés municipaux*. 315 employés municipaux sont dénombrés dans la section en 1947 (qui compte alors plus de 1 000 adhérents, on ne prend pas en compte ici les proches d'employés). Dans les années 50 et 60, elle semble avoisiner les 40 ou les 50%. Le poids croissant des employés a pour effet de rendre le parti moins attractif dans le monde ouvrier qui ne s'y « retrouve » plus de la même manière⁵⁰. Ceux que certains militants appellent « les alimentaires » pèsent d'un grand poids dans le fonctionnement et les décisions du parti. Entrés dans l'administration grâce à leur adhésion à des postes de hiérarchie peu élevée, ils n'y progressent que par avancement et par la bienveillance des chefs de service socialistes dont ils cherchent à s'attirer les faveurs. Ne pouvant aspirer à des positions électives, comme la loi l'interdit, leur promotion ne peut être qu'interne à la mairie. Les rétributions du militantisme deviennent avant tout municipales. Dans ces conditions, la sensibilité des employés-militants est très forte à tout ce qui pourrait mettre en cause la domination socialiste locale à laquelle ils doivent non seulement leurs positions sociales mais celles aussi de leur famille. *Ce sont les employés municipaux qui font vivre la section, réduite au rôle de courroie de transmission municipale*.

« Ce qui a joué aussi sur le militantisme, c'est qu'on a confié beaucoup de tâches aux employés municipaux qui par des souplesses d'horaires étaient disponibles. La distribution des tracts en porte à porte n'était plus demandée aux militants de base. Le service municipal le faisait. Le collage d'affiches c'était pareil. L'ouvrier municipal arrivait un peu en retard le matin et puis c'était tout, ça passait inaperçu »⁵¹.

La municipalité, face au déclin de ses canaux d'information anciens (partisans, syndicaux et associatifs...), est amenée à créer ses propres réseaux d'information pour mesurer « l'opinion publique » locale. Un service d'enquêtes municipales est sinon créé (il est fort probable qu'il existait déjà dans l'entre-deux-guerres) du moins renforcé et permet un contrôle très précis de la population.

L'imbrication mairie-section est totale de sorte qu'il est difficile de distinguer ce qui relève de l'un ou de l'autre.

⁵⁰ La désouvriérisation de la section demeure pourtant très lente. En 1946, la section est composée à 64% d'ouvriers (contre 41% à Lille).

⁵¹ Entretien avec Roger Vanovermeir (militant puis conseiller municipal en 1977), le 15 octobre 1999.

« Pour vous dire vrai, il n'y avait pas de bureau du parti, tout se faisait à la mairie, tout était dirigé de là. La plupart des responsables de groupes étaient aussi employés municipaux et s'occupaient de leur charge en mairie⁵². »

La section est dirigée à la mairie par un proche de Victor Provo, directeur du premier service municipal, Georges Pluquet⁵³ qui en assure le secrétariat administratif. La section n'est plus identifiée à un lieu dissocié de la mairie. Le siège mythique de la rue de Belfort n'est fréquenté que lors des assemblées générales (qui se réunissent trois ou quatre fois par an en moyenne). Le lieu référent des militants est avant tout le cabaret siège de leur groupe de quartier. Mais dans les esprits, « le socialisme c'est la mairie ». Lorsqu'un militant demande un renseignement, sollicite un avantage, il s'adresse au responsable de la section à la mairie, Georges Pluquet. Le cumul dans la personne du maire du mandat de maire et de celui de secrétaire de section rend difficile le contrôle des élus (dans l'entre-deux-guerres, les fonctions étaient très nettement dissociées). Le contrôle de la section ne s'accomplit qu'a posteriori et fonctionne comme un rituel partisan purement formel. Il constitue surtout le moyen pour l' élu de faire la preuve indiscutable de ses compétences.

La perte de vitalité de la section renvoie plus largement à la désagrégation du dispositif sociétal mis en place dans l'entre-deux-guerres qui est elle-même une des conséquences du dépérissement de la culture ouvrière. Deux symboles du socialisme déclinent de manière irrémédiable et s'effacent : la coopérative la Paix et la Fanfare ouvrière. La coopérative cesse toute activité le premier décembre 1962⁵⁴. La fanfare ouvrière connaît des problèmes de plus en plus aigus dès le début des années 50. Son existence même est mise en cause par des difficultés de recrutement. Elle ne peut plus assurer le service du premier mai 1954. Le symbole est chargé de sens. La fanfare faisait la fierté du socialisme roubaisien dans l'entre-deux-guerres. Une page de l'histoire locale est bien tournée. Plus généralement, la sociabilité para-partisane décline ou/et fait l'objet d'une prise en charge croissante de la part de la municipalité qui met en place une véritable « politique de sociabilité » visant à organiser et à orienter l'activité des groupements associatifs locaux et à verrouiller le système sociable local⁵⁵. Le marquage institutionnel de la vie associative se fait de plus en plus pressant.

La sociabilité populaire devient de plus en plus instituée. La municipalité devient la mère nourricière du système associatif par le subventionnement direct ou par les fêtes et les concours qu'elle organise qui financent les sociétés. La pratique sportive s'autonomise par rapport à la politique. Le sport ouvrier, défini traditionnellement « comme une filiale de la section », connaît une crise grave qui conduit à sa municipalisation. Victor Provo patronne de

⁵² Entretien avec Roger Vanovermeir, le 15 octobre 1999.

⁵³ Voir son portrait dans le *Journal* de la section de Roubaix, 50, novembre 1982. « Militant socialiste de toujours », né en 1897, il entre à l'hôtel de ville comme auxiliaire en 1918. Il devient, en 1922, préposé à l'octroi puis commis aux écritures. Il gravit tous les échelons de la hiérarchie communale et termine sa carrière comme directeur administratif.

⁵⁴ Au niveau fédéral, le monde de la coopération s'émancipe de la tutelle partisane. Seule l'OSAP, l'imprimerie ouvrière, reste attachée au parti.

⁵⁵ Sur cette notion et la question de la municipalisation du tissu associatif, voir Dubar (C.), Gayot (G.) et Hédoux (J.), « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », *La Revue du Nord*, 1985, p. 370.

manière directe les sociétés. La sociabilité associative tient à la présence et à la sollicitude légitimantes que lui prodigue le maire.

De nouvelles relations sont établies entre la section et la municipalité au moment du renouvellement de 1977. Mais la tutelle de la section sur la municipalité devient très vite fictive et son autonomie ne survit pas à l'élection. L'absorption de la section reprend de plus belle. Les énergies militantes s'étaient régénérées hors de l'institution. Elles sont comme aspirées par la promotion de la nouvelle équipe et canalisées par l'exercice des responsabilités. La nouvelle donne municipale ne dévitalise certes pas la section qui reste forte et mobilisée sans cesse par les échéances électorales (1978, 1981...)⁵⁶. Mais la section ne joue plus le rôle de contre-pouvoir qui lui était dévolu entre 1970 et 1977. Pendant cette période, elle aura en définitive joué avant tout un rôle transitoire de sélection et de promotion d'un personnel politique nouveau qui, une fois en place, s'en émancipe. La municipalisation n'est pas donc mise en cause durablement. Le socialisme reste toujours identifié à la mairie.

La perte de la mairie en 1983 brise le lien au principe de l'adhésion locale au socialisme et démontre en creux la profonde municipalisation du socialisme local. Privé de ses ressources municipales et réduit à ses forces partisans propres, le PS s'étirole. Sa déliquescence démontre en négatif la municipalisation du socialisme local dont elle constitue en quelque sorte un « révélateur » (au sens photographique du terme). Le déclin se manifeste par une hémorragie militante très forte. Les rétributions du militantisme, matérielles autant que symboliques, se tarissent⁵⁷. Jamais le parti socialiste ne s'est véritablement relevé de cette défaite⁵⁸.

« Après 1982, on était mille adhérents. Le millième adhérent est parti aux Baléares. Les employés municipaux sont partis. J'en connais plein qui s'en foutaient. Les gens ouvertement nous disaient : ça sert plus rien de prendre notre carte si les socialistes sont plus à la mairie. Ils cherchaient même pas des excuses en disant qu'ils avaient plus de sous ou de temps. C'était très dur à entendre. Ils disaient carrément qu'ils n'avaient plus rien à faire avec les socialistes, ça fait mal, je peux vous dire. Les gens ils ont eu peur des réactions de la nouvelle municipalité, Au début des années 80, il y avait 700, 800 personnes à la fête de la rose, aujourd'hui 150 »⁵⁹.

⁵⁶ En 1982, la section compte 1 300 adhérents, 15 groupes de quartier, 11 groupes d'entreprises (Journal de section, 43, 1982).

⁵⁷ Pour une réflexion sur les flux militants dans les partis politiques, voir Gaxie (D.), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *RFSP*, 27, 1977. L'auteur note que « le maintien de l'ordre partisan dépend de l'aptitude de l'organisation à assurer la mobilité de ses cadres et à ajuster la demande à l'offre de rétributions » (p. 132). Les fluctuations des effectifs partisans sont pour partie liées aux ressources que les organisations sont capables d'offrir à leurs adhérents. L'existence d'une hiérarchie partisane est une des conditions d'existence des gratifications symboliques.

⁵⁸ Le même processus peut être observé dans d'autres anciens bastions socialistes. Que l'on songe à des villes aussi différentes que Arras ou Marseille.

⁵⁹ Entretien avec Marcel Coupé (militant socialiste), le 7 octobre 2000.

Conclusion

Marqué originellement par le guesdisme, fortement structuré et connecté à la population ouvrière, le socialisme à Roubaix n'était pas prédisposé historiquement à être absorbé par l'institution municipale. C'est pourtant ce procès à l'œuvre que l'on a mis à jour. *Les socialistes sont peu à peu pris par le jeu et au jeu qu'ils entendaient mettre en cause*. Conçu comme un instrument n'ayant aucune valeur intrinsèque, la municipalité et les élus sont devenus le principal support de l'influence sociale du parti, voire son unique soubassement. La mainmise du parti et le système municipal de prestations totales qu'elle contribue à mettre en place créent les conditions de l'emprise de l'institution municipale sur le socialisme. En d'autres termes, l'institution rétroagit sur le socialisme⁶⁰. Le cas roubaisien accuse un phénomène que l'on peut repérer dans d'autres villes et qui affecte le parti dans son ensemble. « Le parti des mairies » n'a pu se servir de l'institution municipale sans la servir. S'il se régénère par le local (comme dans les années 70), le socialisme semble s'y dégénérer (au sens où l'institution dénature et pervertit les règles qu'il essaie de faire prévaloir ou tente régulièrement de ressourcer et de refonder). L'acculturation aux règles du jeu politique est intervenue sur une base essentiellement locale et a pu ensuite se convertir dans d'autres arènes politiques.

Au-delà du cas roubaisien et même de l'étude du socialisme français, on voudrait au terme de cette communication plaider pour une meilleure prise en compte du poids de l'institution municipale et des règles du jeu de la vie politique locale dans la saisie du phénomène partisan en France. La conquête et la sauvegarde des municipalités constituent pour les partis français (surtout les moins institutionnalisés) un enjeu de premier plan. Les nombreuses monographies consacrées au PC l'ont démontré, il faudrait en faire de même pour le Front National, les écologistes ou les partis de droite. Les municipalités sont pourvoyeuses de ressources diverses comme l'actualité s'en fait souvent l'écho (rémunération de permanents sur les crédits municipaux, moyens matériels et logistiques innombrables dont le contrôle est difficile sinon impossible : locaux, imprimerie, utilisation des employés municipaux, subventions aux associations...⁶¹). La croyance est fortement partagée en France par l'ensemble des partis que le développement des partis passent par l'implantation locale et donc d'abord municipale (et tout particulièrement par *ceux qui entrent dans le jeu politique* et sont particulièrement inclinés à penser leur développement sur ce mode)⁶². Pour les partis politiques français, comme le note Jacques Lagroye, « la grande affaire des instances nationales c'est bien de conserver et de multiplier les implantations locales sûres »⁶³. Par le jeu du cumul des mandats, une articulation s'opère entre implantation municipale et législative. La place *naturalisée* de l'institution municipale dans le système politique français autant que dans nos esprits, conduit

⁶⁰ Il ne s'agit pas bien sûr d'une relation univoque mais d'une interdépendance. Le processus est circulaire.

⁶¹ Les rapports de la cour régionale des comptes sont très instructifs à ce titre. Voir, par exemple, les développements suggestifs de Froment-Meurice (A.), « Comment faire de sa mairie un fief », *Pouvoirs*, 23, 1983 et Mény (Y.), *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992, p. 185 et s. Voir aussi, sur la mairie de Paris, Knapp (A.), *Le gaullisme après De Gaulle*, Paris, Seuil, 1996.

⁶² Que l'on songe au RPF en 1953 ou à l'acharnement de l'UDR à vouloir se doter d'une implantation municipale ou plus récemment au Front National. Pour

⁶³ (Lagroye (J.), « De l'objet local à l'horizon local des pratiques », in Mabileau (A.), dir., *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.179).

à méconnaître le poids de la structure communale. La faiblesse des partis politiques français n'est sans doute pas étrangère à cette donnée structurelle⁶⁴.

Rémi LEFEBVRE
Maître de conférences en science politique
Université Lille 2 – CRAPS

⁶⁴ Voir sur ce point Sawicki (F.), « La faiblesse du clientélisme partisan en France », in Briquet (JL.), Sawicki (F.), dir., *Le clientélisme dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998. L'auteur cherche à comprendre pourquoi les pratiques clientélares sont « l'apanage des gros élus plutôt que des chefs de parti » (p. 219).